



SC (13) SI 4 F
Original : ENGLISH

POINT ADDITIONNEL

PROJET DE RESOLUTION

SUR

LE ROLE DES AUTORITES LOCALES ET REGIONALES DANS LES SCENARIOS DE RELEVEMENT APRES UN CONFLIT

**Auteur principal
M. Ignacio Sánchez Amor
Espagne**

ISTANBUL, 29 JUIN - 3 JUILLET 2013

PROJET DE RESOLUTION

Le rôle des autorités locales et régionales dans les scénarios de relèvement après un conflit

Auteur principal : M. Ignacio Sánchez Amor (Espagne)

1. Reconnaissant le rôle historique joué par l'OSCE, au sens du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, dans le règlement pacifique des conflits et la promotion de la sécurité dans sa zone d'influence,
2. Considérant sa vaste expérience en ce qui concerne la prévention, l'analyse, l'alerte précoce, l'action rapide, l'incitation au dialogue, le soutien à la médiation, la création d'un contexte de sécurité, le relèvement après un conflit, la stabilisation, le renforcement de la confiance et la reconstruction, c'est-à-dire à tous les stades d'un cycle de crise,
3. Rappelant les documents successifs qui ont modelé l'analyse de l'OSCE dans le domaine du relèvement après un conflit et qui vont du document de Budapest de décembre 1994 jusqu'à la Stratégie de l'OSCE visant à faire face aux menaces pour la sécurité et la stabilité au XXIème siècle, adoptée en 2003,
4. Pleinement consciente de mener déjà une large gamme d'activités pendant les périodes suivant des conflits, telles que le rétablissement de la dynamique institutionnelle, les réformes judiciaires et électorales, l'amélioration du respect des droits de l'homme, la gestion des conflits interethniques, les réformes de l'enseignement, la protection des droits des minorités nationales et la reprise économique,
5. Considérant le cadre de la décision N° 3/11 du Conseil ministériel intitulée « Eléments du cycle du conflit... », qui a été adoptée à Vilnius, et de la tâche confiée au Secrétaire général d'élaborer une proposition sur la façon de mieux tirer parti des contributions éventuelles de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE pour la formulation d'une réponse plus efficace aux situations de crise et de conflit qui se font jour,
6. Reconnaissant le rôle essentiel et spécialisé joué à cet égard par le Centre de prévention des conflits, aussi bien en termes pratiques que dans les réflexions consacrées à ces questions, de lui-même ou de concert avec les Etats participants intéressés,
7. Tenant compte aussi de l'expérience acquise au sujet des mesures non militaires de renforcement de la confiance, tout en étant consciente de leurs limitations,
8. Considérant également la résolution adoptée lors de la session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE en 2012 à Monaco sur « La valorisation des politiques de coopération transfrontière dans les scénarios d'après-conflit »,
9. Gardant à l'esprit l'adoption, par tous les systèmes internationaux d'intégration régionale, des paradigmes politiques du principe de la subsidiarité et de la gouvernance à plusieurs niveaux,

10. Reconnaissant que les autorités locales et régionales de tous les Etats représentent parallèlement les intérêts de leurs électeurs et la présence de l'Etat compétent sur leurs territoires, qu'elles bénéficient d'une légitimité politique, tout en étant proches des problèmes de leurs villes et zones géographiques, qu'elles ont un pouvoir moral justifié sur leurs voisins et la société civile dans leurs circonscriptions électorales, qu'elles jouent un rôle croissant en tant qu'agents économiques et facteurs de développement, qu'elles possèdent une connaissance pratique et quotidienne des sentiments et opinions de leurs administrés,
11. Estimant que toutes ces particularités des autorités locales et régionales représentent un héritage considérable de légitimité et d'efficacité en vue d'un règlement pacifique des situations de conflit et de la mise en oeuvre de politiques de relèvement après un conflit, sans porter atteinte aux compétences de l'Etat en matière d'affaires étrangères,

L'Assemblée parlementaire de l'OSCE

12. Recommande aux Etats participants de déterminer le rôle que les autorités locales et/ou régionales pourront jouer dans l'application réaliste, sur le terrain, des accords internationaux ou bilatéraux de haut niveau visant à stabiliser et à normaliser la vie des habitants des zones ayant été soumises récemment à des conflits ;
13. Recommande aux Etats participants d'associer les autorités locales et/ou régionales à la conception, à la mise en oeuvre et au suivi des mesures de renforcement de la confiance et de relèvement après un conflit ayant des incidences sur leurs territoires, de manière à ce que leur pouvoir contribue à renforcer la légitimité sociale de ces mesures dans un contexte où la population pourrait être réticente en cas de conflit récent ;
14. Recommande aux Etats participants d'envisager tout particulièrement de faire intervenir les autorités locales et/ou régionales en cas de conflit lié aux frontières ou ayant une composante frontalière, de façon que les autorités susmentionnées puissent, sous la supervision des autorités nationales, collaborer avec celles d'un pays voisin à la création de liens économiques et humains, réduisant ainsi la possibilité de nouveaux conflits ;
15. Recommande aux Etats participants et aux structures compétentes de l'OSCE, aussi bien centrales que décentralisées, d'avoir recours aux connaissances spécialisées acquises, grâce à l'intervention des autorités locales et/ou régionales, dans le cadre d'un processus de relèvement après un conflit, afin de les diffuser et de les incorporer à leurs outils d'analyse pour les mettre ultérieurement en oeuvre dans différentes zones géographiques.